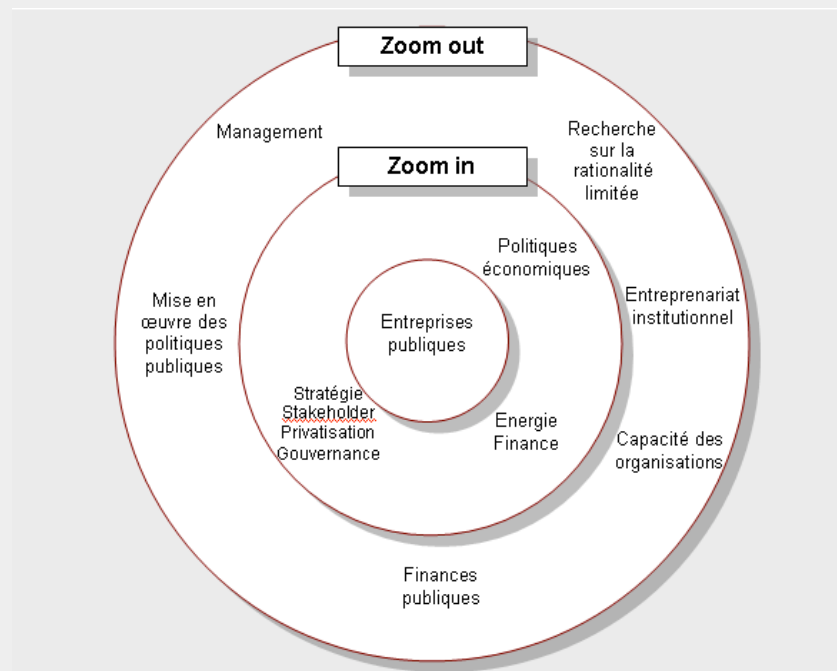




BULLETIN DE VEILLE
Volume 2, No 12
DÉCEMBRE 2008



Le Bulletin de veille du CERGO fait connaître diverses perspectives touchant la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général.

Dans ce numéro, nous vous présentons

- **Notre info-flash sur les expressions « Crise financière et recapitalisation»;**
- **Des articles scientifiques sur les intérêts de recherche du CERGO;**
- **Une sélection d'articles sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et sur la crise financière.**

Bonne lecture!

EVENEMENT A VENIR EN 2009

Titre	La responsabilité sociale des entreprises publiques et d'économie sociale. 77^e Congrès de l'ACFAS.
Organisateur	<p>CIRIEC CANADA Comité scientifique : Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) et codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO). Guy Chiasson, professeur, Département de travail social, Université du Québec en Outaouais. Martine Vézina, professeure agrégée, Service de l'enseignement du management, HEC Montréal</p>
Dates et lieu	11-12 mai 2009. Ottawa, Université d'Ottawa
Lien	http://www.ciriec.uqam.ca/
Résumé	<p>Le colloque annuel du CIRIEC propose de faire le point sur la RSE des entreprises publiques et d'économie sociale afin de comprendre et d'expliquer les évolutions des pratiques et les fondements qui les marquent. Un appel est donc lancé à toutes les propositions visant à offrir des réponses aux questions soulevées par la RSE.</p> <p><u>DATES IMPORTANTES :</u></p> <p><u>23 janvier 2009</u> : Date limite de remise des propositions de communication <u>20 février 2009</u> : Retour des avis du comité scientifique <u>13 mars 2009</u> : Confirmation des horaires individuels des présentations <u>31 mars 2009</u> : Date limite des inscriptions à l'ACFAS pour le tarif préférentiel <u>11 et 12 mai 2009</u> : Date du colloque du CIRIEC-Canada (Section 438 ACFAS) <u>12 mai avant-midi</u> : Date des communications libres.</p> <p style="text-align: center;"><u><i>NB : Un appel tout particulier aux étudiants et étudiantes!</i></u></p> <p><i>Un prix sera décerné pour la meilleure communication étudiante</i> Le texte de la communication gagnante fera l'objet d'une publication dans la revue du CIRIEC-Canada, <i>Économie et Solidarités</i>, et le résumé de la communication sera publié sur le site internet du CIRIEC-Canada.</p> <p><u>Source : Site Internet CIRIEC CANADA</u></p>

INFO FLASH De quoi s'agit-il?

Les expressions	Crise financière et recapitalisation
Auteur	Michel Aglietta
Publication	Propos recueillis par Hong Wang et Zhang Yue (dans : « Crise financière – Entretien avec Michel Aglietta ») La Grande époque, 24 novembre 2008.
Lien	http://www.lagrandeepoque.com/LGE/content/view/5385/104/
Résumé	<p>« Il faut comprendre la crise financière comme un processus qui dure et passe par différentes phases. La crise est déjà assez longue de ce point de vue là, car elle a commencé en août 2007, mais à partir de la faillite du Lehman Brothers à la mi-septembre 2008 jusqu'au 12 octobre, la crise s'est caractérisée par une perte de confiance généralisée des investisseurs et a eu pour conséquence d'arrêter complètement les prêts entre les banques et les autres agents du système économique, notamment les entreprises. Le risque était un effondrement du système bancaire avec des faillites en cascade et une dépression économique comme dans les années 1930. (...) En remettant du capital dans les banques, la recapitalisation les aide à se désendetter d'une manière pas trop dangereuse. Un désendettement brutal aurait provoqué les faillites bancaires, engendrant des difficultés supplémentaires pour les autres banques mais aussi et surtout pour les entreprises qui n'auraient pas trouvé les moyens de financer leur activité courante. La recapitalisation se fait pour que les banques puissent avoir plus de temps dans leur processus de désendettement. Ces deux opérations de garantie et de recapitalisation ont montré que les états ont réussi leur coordination, ce qui n'a pas été évident puisqu'en Europe, les pays agissent séparément les uns des autres. Toutefois, ces mesures n'empêcheront pas la poursuite de la crise sous une forme économique, car les banques vont prêter beaucoup moins et prêter plus cher ».</p> <p>Source: Site Internet La Grande époque</p>

ARTICLES, LIVRES ET MONOGRAPHIES

ADMINISTRATION PUBLIQUE / PARAPUBLIQUE / L'ETAT

Titre	Rémunération des salariés. État et évolution comparés 2008
Auteur	Institut de la statistique du Québec
Publication	Gouvernement du Québec, novembre 2008.
Lien	http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/remuneration/remuneration2008.htm
Résumé	<p><u>EXTRAIT / COMMUNIQUÉ DE PRESSE</u></p> <p>« En 2008, sur la base des emplois repères étudiés, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 7,7 % par rapport à celui de l'ensemble des autres salariés québécois travaillant dans les entreprises de 200 employés et plus. Un retard salarial est également noté dans la comparaison avec le secteur privé, soit de 5,2 %. Sur le plan de la rémunération globale, qui considère les avantages sociaux et les heures de travail en plus du salaire, l'administration québécoise affiche un retard de 2,9 % face à l'ensemble des autres salariés québécois. Une avance de 4,2 % est cependant constatée par rapport au secteur privé. C'est ce qui ressort notamment du rapport de l'Institut de la statistique du Québec, intitulé <i>Rémunération des salariés. État et évolution comparés 2008</i>, rendu public ce matin.</p> <p>Par ailleurs, l'Institut constate que les maximums normaux des échelles salariales de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois pour les trois catégories d'emplois considérées dans cette analyse, soit les professionnels, les techniciens et les employés de bureau; le même constat est fait dans la comparaison avec le secteur privé. Cela révèle un potentiel salarial inférieur. Les débours de l'administration québécoise pour les avantages sociaux sont moins élevés que ceux des employeurs des autres salariés québécois (23,0 % du salaire contre 24,1 %); ils sont toutefois plus élevés que ceux du secteur privé (22,1 %). Cependant, les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise sont similaires à ceux observés chez les autres salariés québécois (environ 39,0 % du salaire); ils sont par contre plus élevés que dans le secteur privé (35,2 %). »</p> <p><u>Source: Site Internet Institut de la statistique du Québec</u></p> <p>http://www.stat.gouv.qc.ca/salle-presse/communiq/2008/novembre/nov0828a.htm</p>

Titre	Understanding Government : Four Intellectual Traditions in the Study of Public Administration
Auteur	Jos CN Raadschelders
Publication	Public Administration 86, Issue 4, December 2008, p. 925
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp11-58046-foeri4ra-cdr4cf:entitypagenum=16:0:recno=23:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=23:entitycurrecno=23:numrecs=1
Résumé	<p>In this article a conceptual map of the identity of the study of public administration is developed that encompasses its theoretical diversity and richness. It organizes public administration scholarship into four main intellectual traditions: practical wisdom, practical experience, scientific knowledge and relativist perspectives. The objective is to outline the study's fundamental heterodoxy and interdisciplinarity. While the study clearly has strong national components everywhere, the four main intellectual traditions go across and beyond national traditions of government and of its study.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Employee Turnover and Organizational Performance: Testing a Hypothesis from Classical Public Administration
Auteurs	Kenneth J. Meier and Alisa Hickilin
Publication	Journal of Public Administration Research & Theory 18, October 2008, pp. 573-590.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=31:0:recno=16:resultset=4:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=16:entitycurrecno=16:numrecs=1
Résumé	<p>Empirical studies of public employee turnover, particularly using turnover as an independent variable, are rare; and most of the literature assumes turnover to have a negative impact on organizations. This study examines a provocative but little supported hypothesis that has recently emerged in the private sector literature - that turnover may provide positive benefits to the organization, at least up to a point. Using data from several hundred public organizations over a nine-year period, we test the proposition that moderate levels of turnover may positively affect organizational performance. We find that while turnover is indeed negatively related to performance for the organization's primary goal, it does have the hypothesized nonlinear relationship for a secondary output that is characterized by greater task difficulty.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

ECONOMIE

Titre	Approches institutionnalistes de l'État social
Auteur	François Eymard-Duvernay
Publication	Revue française de Socio-Économie, Numéro 1, 2008, pp. 89-105. François Eymard-Duvernay
Lien	http://www.cairn.info.tlqprox.teluq.quebec.ca/revue-francaise-de-socio-economie-2008-1-p-89.htm?WhatU=((économie)%20)%20AND%20((annee%20contains%202008~~2009))&Auteur=&doc=N GES 102 0199.htm&ID ARTIC LE=RFSE 001 0089
Résumé	<p>Cet article tente de réduire le clivage entre l'économique et le social : l'action économique intègre des opérations de construction de la coordination, soit du lien social. Le social innerve ainsi l'ensemble de l'espace économique, depuis la monnaie jusqu'au travail en passant par les biens. Il en résulte une conception étendue de l'État social, au-delà de la focalisation sur les politiques sociales en aval de l'activité économique. L'accent est également mis sur la dimension politique de l'État social : articuler coordination économique et citoyenneté.</p> <p>Source: CAIRN - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	La tradition française de critique sociologique de l'économie politique
Auteur	Philippe Steiner
Publication	Revue française des sciences humaines, Numéro 18, 2008, pp. 63-84.
Lien	http://www.cairn.info.tlqprox.teluq.quebec.ca/revue-histoire-des-sciences-humaines-2008-1-p-63.htm?WhatU=((Économie)%20)%20AND%20((annee%20contains%202008~~2009))&Auteur=&doc=&ID ARTICLE=RSHS 018 0063 ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF
Résumé	<p>Le texte défend la thèse selon laquelle il existe une tradition qui court de Comte à Bourdieu et passant par Durkheim et les durkheimiens et que cette tradition est de nature intellectuelle. Le texte part d'une présentation des trois principales formes de critique sociologique de l'économie politique qui existent depuis la fin du xix^e siècle. Puis il montre que la position défendue par les trois sociologues français ne peut s'expliquer seulement par leur formation ou par leur rapport (distancié) à l'économie politique et met l'accent sur la filiation intellectuelle qui vise à <i>disqualifier scientifiquement</i> l'économie politique en raison du rôle accordé aux représentations sociales, que celles-ci soient engendrées par l'activité économique elle-même ou qu'elles proviennent de leur construction sociale par l'intermédiaire de l'institution scolaire.</p> <p>Source : CAIRN - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Fluctuations macroéconomiques et dette publique
Auteurs	Audrey Desbonnet et Sumudu Kankanamge
Publication	Revue économique, Volume 59, 2008, pp. 583-593.
Lien	http://www.cairn.info.tlqprox.teluq.quebec.ca/revue-economique-2008-3-p-583.htm?WhatU=((économie)%20)%20AND%20((annee%20contains%202008~2009))&Auteur=&doc=N_RFSE_001_0089.htm&ID_ARTICLE=RECO_593_0583 ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF
Résumé	<p>Les résultats traditionnels de neutralité ou d'impact négatif de la dette publique sont remis en cause dès que l'on quitte le cadre de marchés complets. Woodford [1990] et surtout Aiyagari et McGrattan [1998] montrent qu'en présence de risque idiosyncrasique sur le marché du travail et de contraintes de crédit un ratio dette/pib positif est souhaitable. Cet article évalue l'impact des fluctuations macroéconomiques sur le niveau de dette publique lorsque les marchés sont incomplets. Les fluctuations macroéconomiques créent un effet fluctuation de l'emploi et un effet fluctuation des prix qui modifient la nécessité et le coût de l'épargne de précaution. En conséquence, un niveau de dette publique plus élevé que dans un simple cadre idiosyncrasique est souhaitable pour l'économie.</p> <p>Source : CAIRN - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Données sur les administrations publiques et les entreprises publiques
Auteur	Statistique Canada
Publication	Gouvernement du Canada
Lien	http://www.statcan.gc.ca/pub/68f0023x/2005001/chapters-chapitres/4078746-fra.htm
Résumé	<p>Cette page web concerne les données sur les recettes, les dépenses, l'actif et le passif de la composante des administrations publiques du secteur public, données qui sont le fondement des statistiques produites conformément au SGF, proviennent principalement des rapports financiers que publient les diverses administrations publiques. La plupart des données fédérales, provinciales et territoriales sont tirées des comptes publics, tandis que les données sur les commissions scolaires et les administrations publiques municipales sont ordinairement extraites des rapports annuels produits par les ministères provinciaux et territoriaux de l'Éducation et des Affaires municipales.</p> <p>Source : Site Internet de Statistique Canada</p>

Titre	Government Outsourcing : Public Contracting with Private Monopoly
Auteurs	Emmanuelle Auriol and Pierre M. Picard
Publication	IDEI, Working Paper, No 382, Juin 2008.
Lien	http://idei.fr/doc/wp/2006/government_abs.pdf
Résumé	<p>The paper studies the impact of government budget constraint in a pure adverse selection problem of monopoly regulation. The government maximizes total surplus but incurs some cost of public funds à la Laffont and Tirole (1993). An alternative to regulation is proposed in which firms are free to enter the market and to choose their price and output levels. However the government can contract ex-post with the private firms. This ex-post contracting set-up allows more flexibility than traditional regulation where a government commits to both investment and operation cash-flows. This is especially relevant in case of high technological uncertainties.</p> <p>Source : Site Internet IDEI</p>

Titre	Complexity and the Economy: Implications for Economic Policy
Auteur	Shaun Coffey
Publication	Emergence: Complexity & Organization 10, Issue 3, 2008, pp. 131-132
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp11-58046-foeri4ra-cdr4cf:entitypagenum=26:0:recno=1:resultset=4:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=1:entitycurecno=1:numrecs=1
Descripteurs	<p>Book reviews, Complexity theory, Economic Policy, Policy Making Political</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	The Political Economy of Exchange Rate Regime Determination : Theory and Evidence
Auteur	Alena Kimakova
Publication	Economic Systems 32, Issue 4, December 2008, pp. 354-371.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSFETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp12-51070-foexdq03-io9sno:entitypagenum=3:0:recno=7:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=7:entitycurrecno=7:numrecs=1
Résumé	<p>This paper studies exchange rate regime choice from a positive perspective by modeling the interplay of monetary and fiscal policy, credibility and financial market microstructure as factors influencing the decision on de facto regime. The model shows how a small open economy reliant on foreign sources of financing is likely to opt for a stable regime. Furthermore, a stable political environment with a high degree of accountability is conducive to choosing a flexible regime. The findings suggest that flexible rather than fixed exchange rate regimes provide more fiscal discipline.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	John Kenneth Galbraith's Contributions to the Theory and Analysis of Speculative Financial Markets
Auteurs	Charles G. Leathers and J. Patrick Raines
Publication	Review of Political Economy 20, Issue 20, October 2008, p. 551.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSFETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp15-40748-foey83m5-7zgiea:entitypagenum=6:0:recno=4:resultset=2:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=4:entitycurrecno=4:numrecs=1 http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSFETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp15-40748-foey83m5-7zgiea:entitypagenum=6:0:recno=4:resultset=2:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=4:entitycurrecno=4:numrecs=1
Résumé	<p>Although separated from his systematic analyses of modern corporate capitalism and its institutional culture, John Kenneth Galbraith's theory of speculative manias that informed his analyses of the great bubbles of 1929 and 1987 stand as a vital part of his legacy to modern economics. In this paper, we put his contributions to our understanding of speculative financial markets into historical perspective, and explain how the current relevance of the insights that he provided has been enhanced by the combination of the growing dependency of the retirement plans of Americans on fluctuating stock prices, institutional developments in the financial sector, and government policies of financial deregulation and bailouts of failing financial institutions and funds.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	The Rise (and fall) of Labour Market programmes : domestic 'vs, global factors
Auteurs	Noel Gaston and Gulasekaran Rajaguru
Publication	Oxford Economic Papers 60, October 2008, pp. 619-648.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp15-40748-foey83m5-7zgiea:entitypagenum=9:0:recno=11:resultset=2:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=11:entitycurrecno=11:numrecs=1
Résumé	<p>This article provides a simple model to illustrate that tax and redistributive considerations as well as increasing globalization may lead workers unexposed to the threat of unemployment to prefer government spending on active labour market programmes to passive spending, e.g., on unemployment benefits. In the empirical work, panel data for OECD countries are used to examine the relationship between active and passive labour market spending and various controls relevant for analysing the political economy of labour market policies. Overall, this article finds that domestic concerns, such as government indebtedness, are far more important determinants of labour market expenditures than global influences.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	The Composition of Government Spending and Growth: is Current or Capital Spending Better ?
Auteurs	Sugata Ghosh and Andros Gregoriou
Publication	Oxford Economic Papers 60, Issue 3, July 2008, pp. 484-516.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=4:0:recno=14:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=14:entitycurrecno=14:numrecs=1
Résumé	<p>In an endogenous growth framework with two public goods with differing productivities, this paper analytically characterizes optimal fiscal policy for a decentralized economy, whereby the optimal values of the growth rate, tax rate and expenditure shares on the two public goods are linked directly to their productivity parameters. Using panel data for 15 developing countries over 28 years, we show using GMM techniques, that current (capital) spending has positive (negative) and significant effects on the growth rate, contrary to commonly held views. For instance, spending on operations and maintenance has a stronger impact on growth than both health and education spending. We consider the various components on the revenue side of the government budget constraint to take into account possible omitted variable bias that could arise if tax revenue alone was considered.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	A Dynamic New Keynesian Life-cycle Model: Societal Aging, Demographics, and Monetary Policy
Auteurs	Ippei Fujiwara and Yuki Teranish
Publication	Journal of Economic Dynamics & Control 32, Issue 8, 2008, p. 2398.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=7:0:recno=22:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=22:entitycurrecno=22:numrecs=1
Résumé	<p>This paper first constructs a dynamic new Keynesian model that incorporates life-cycle behavior a la Gertler [1999. Government debt and social security in a life-cycle economy. Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy 50, 61-110], in order to study whether structural shocks to the economy have asymmetric effects on heterogeneous agents, namely workers and retirees. This paper also examines whether considerations of life-cycle and demographic structure alter the dynamic properties of the monetary business cycle model, specifically the degree of amplification in impulse responses. According to our simulation results, shocks indeed have asymmetric impacts on different households and the demographic structure does alter the size of responses against shocks by changing the trade-off between substitution and income effects.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Growth Strategies and Dynamics
Auteurs	Mohamed A. El-Erian and Michael Spence
Publication	World Economics 9, Issue 1, January- March 2008, p. 57.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=7:0:recno=26:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=26:entitycurrecno=26:numrecs=1
Résumé	<p>The paper examines the challenges that developing countries face in accelerating and sustaining growth. The cases of China and India are examined to illustrate a more general phenomenon which might be called model uncertainty. As a developing economy grows, its market and regulatory institutions change and their capabilities increase. As a result, growth strategies and policies and the role of government shift. Further, as the models of economies in these transitional states are incomplete and because models used to predict policy impacts in advanced economies may not provide accurate predictions in the developing economy case, growth strategies and policies need to be responsive and to evolve as the economy matures. This has led governments in countries that have sustained high growth to be somewhat pragmatic, to treat the policy directions that emerge from the advanced economy model with circumspection, to be somewhat</p>

	<p>experimental in seeking to accelerate export diversification, to be sensitive to risks and as a result to proceed gradually in areas such as the timing and sequencing of opening up on the current and capital account. The last is an area in which existing theory provides relatively little specific guidance, but in which there are relatively high risks that decline over time as the market matures.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>
--	--

Titre	La gouvernance du système monétaire international
Auteur	Michel Aglietta
Publication	Regards croisés sur l'économie, Numéro 3, 2008, pp. 276-285.
Lien	<p>http://www.cairn.info/tlqprox.telug.quebec.ca/revue-regards-croises-sur-l-economie-2008-1-p-276.htm?WhatU=((gouvernance)%20)%20AND%20((annee%20cont ains%202008~~2009))&Auteur=&doc=N_RIDE_221_0005.htm&ID_ARTICLE=RCE_003_0276</p> <p>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</p>
Résumé	<p>Les règles de Bretton Woods ont été officiellement enterrées en 1976, et chaque pays est désormais libre d'adopter le régime de changes de son choix. Pour autant, les banques centrales de nombreux pays émergents interviennent pour limiter les variations des changes par rapport au billet vert. On peut parler de semi-étalon dollar. Cette proximité dans la structure du SMI entre les deux époques entraîne des dysfonctionnements similaires, selon Michel Aglietta. Depuis le début de ce siècle, la politique monétaire américaine a été très expansive. Le souci de coller au dollar de la plupart des pays émergents a amplifié l'expansion monétaire par l'achat de la dette américaine. Ce mécanisme immunise les déficits extérieurs des États-Unis et secrète une surliquidité mondiale. Ce processus n'a donc pas de force de rappel endogène. Lorsque le processus s'emballe, la surliquidité ne peut se corriger que par un changement de politique parmi des protagonistes du système ou par une crise du dollar. La crise d'aujourd'hui présente-t-elle des caractéristiques spécifiques pouvant cette fois-ci conduire à des changements irréversibles dans le SMI.</p> <p>Source : Cairn - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	La crise, et après ?
Auteur	Jacques Attali
Publication	Éditions Fayard, Paris, 2008.
Lien	http://www.tv5.org/TV5Site/litterature/critique-1189-jacques-attali-la-crise-et-apres.htm
Résumé	<p>Après sa Brève Histoire de l'avenir, Jacques Attali nous livre sa «brève histoire du présent», ou comment on en est arrivé là (et pour aller où?). On apprend tout des subtilités diaboliques du système financier qui vient d'imploser, démente aggravée par l'informatique et l'euphorie des investisseurs. CDO, Alt-A, RMBS, IFRS: l'auteur détaille ensuite le feuilleton crypté de la crise, que les lecteurs assidus de sa chronique dans L'Express suivront plus aisément encore que les autres. Enfin, il tire quelques leçons des ruines fumantes des subprimes: marché et démocratie ont besoin d'un espace partagé et régulé pour prospérer ensemble. Après les Etats, c'est le monde qu'il faut organiser. A cette condition, l'essayiste, qui envisage aussi le chaos social et politique, estime que le désastre actuel peut n'être qu'une «crise de jeunesse» d'un système appelé à enrichir le monde, comme le fut la crise des tulipes de 1637. Du bulbe à la bulle, la raison l'emportera-t-elle?</p> <p>Source : Site Internet TV5MONDE</p>

ÉNERGIE

Titre	On Inclusion and Network Governance : The Democratic Disconnect of Dutch Energy Transitions
Auteur	Carolyn M. Hendriks
Publication	Public Administration 86, Issue 4, December 2008, p. 1009.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.teluq.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp11-58046-foeri4ra-cdr4cf:entitypagenum=8:0:recno=17:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=17:entitycurrecno=17:numrecs=1
Résumé	<p>The coordination of policy networks, or network governance, poses threats and opportunities for democracy. Against the norms of liberal democracy, multi-actor partnerships do not fare well: they appear to lack responsiveness, public accountability and democratic legitimacy. But in terms of promoting deliberation and participation, networks could potentially deepen democracy. This paper injects some empirical insights into this debate by exploring network governance from the perspective of inclusion. It argues that any account of 'democratic' network governance must look beyond outputs, and consider the extent to which network arrangements include both 'functional' and 'descriptive' representatives of those potentially affected by decisions. An analysis of the inclusivity of network governance in recent Dutch energy reforms finds that partnerships are dominated by industry and government elites, at the expense of broader democratic engagement. A series of strategies are proposed for how to make network governance more accessible and accountable to affected publics.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

CHANGEMENT CLIMATIQUE – RECONCEPTUALISATION DE LA DIVISION PUBLIQUE/PRIVÉE

Titre	Beyond the public and private divide: remapping transnational climate governance in the 21st century
Auteurs	Philipp Pattberg and Johannes Stripple
Publication	Institute for Environmental Studies (IVM), Department of Environmental Policy Analysis, Vrije Universiteit Amsterdam; Department of Political Science, University of Lund, Lund, Sweden. This article is published with open access at Springerlink.com, 6 octobre 2008.
Lien	Aucun lien disponible ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF SUR LA TOILE
Résumé	<p>This article provides a first step towards a better theoretical and empirical knowledge of the emerging arena of transnational climate governance. The need for such a re-conceptualization emerges from the increasing relevance of non-state and transnational approaches towards climate change mitigation at a time when the intergovernmental negotiation process has to overcome substantial stalemate and the international arena becomes increasingly fragmented. Based on a brief discussion of the increasing trend towards transnationalization and functional segmentation of the global climate governance arena, we argue that a remapping of climate governance is necessary and needs to take into account different spheres of authority beyond the public and international. Hence, we provide a brief analysis of how the public/private divide has been conceptualized in Political Science and International Relations. Subsequently, we analyse the emerging transnational climate governance arena. Analytically, this article distinguish between different manifestations of transnational climate governance on a continuum ranging from delegated and shared public–private authority to fully non-state and private responses to the climate problem. This article suggests that a remapping exercise presented in this article can be a useful starting point for future research on the role and relevance of transnational approaches to the global climate crisis.</p> <p>Source : Extrait tire de l'article des auteurs.</p>

GOUVERNANCE

Titre	State and Local Governance Fifteen Years Later: Enduring and New Challenges
Auteurs	Frank J. Thompson
Publication	Public Administration Review, December 2008, pp. S8-S19.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=searchresults:next=html/records.html:bad=error/badfetch.html:resultset=1:format=BI:recno=21:numrecs=10:entitylibrarycount=377:sessionid=fsapp11-58046-foeri4ra-cdr4cf:entitypagenum=8:0
Résumé	<p>This article draws on the contributions to this issue and related evidence to assay the extent to which the states and larger local governments have moved in directions endorsed by the Winter Commission in 1993. The commission's recommendations targeted (1) the political context of state and local governance, with a particular focus on executive leadership, campaign finance reform, and citizen engagement; (2) the specifics of public administration, with primary emphasis on empowering managers through internal deregulation and bolstering human resource capacity; and (3) the nature of the relationship between the national government and the states in a key policy arena. Significant changes in the fabric of state and local governance have occurred in each of these three areas over the last 15 years. Many of these modifications are consonant with the thrust of the Winter Commission report, but the evidence also points to the limits of state and local reform. Further reform initiatives should be built on systematic efforts to advance knowledge concerning the origins, nature, and outcomes of the array of institutions and processes present at the state and local levels.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Collaborative Governance in Theory and Practice
Auteurs	Chris Ansell and Alison Gash
Publication	Journal of Public Administration research & Theory 18, Issue 4, October 2008, pp. 543-571.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=31:0:recno=12:resultset=4:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=12:entitycurrecno=12:numrecs=1
Résumé	<p>Over the past few decades, a new form of governance has emerged to replace adversarial and managerial modes of policy making and implementation. Collaborative governance, as it has come to be known, brings public and private stakeholders together in collective forums with public agencies to engage in consensus-oriented decision making. This article conducts a meta-analytical study of the existing literature on</p>

	<p>collaborative governance with the goal of elaborating a contingency model of collaborative governance. After reviewing 137 cases of collaborative governance across a range of policy sectors, we identify critical variables that will influence whether or not this mode of governance will produce successful collaboration. These variables include the prior history of conflict or cooperation, the incentives for stakeholders to participate, power and resources imbalances, leadership, and institutional design. This article also identifies a series of factors that are crucial within the collaborative process itself. These factors include face-to-face dialogue, trust building, and the development of commitment and shared understanding. This article finds that a virtuous cycle of collaboration tends to develop when collaborative forums focus on "small wins" that deepen trust, commitment, and shared understanding. The article concludes with a discussion of the implications of our contingency model for practitioners and for future research on collaborative governance.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>
--	--

Titre	Gouvernance et management stratégique
Auteur	Alain-Charles Martinet
Publication	Revue française de gestion, Numéro 183, 2008, pp. 95-110.
Lien	http://www.cairn.info.tlqprox.teluq.quebec.ca/revue-francaise-de-gestion-2008-3-p-95.htm?WhatU=((gouvernance)%20)%20AND%20((annee%20contains%202008~~2009))&Auteur=&doc=N_RFG_182_0081.htm&ID_ARTICLE=RFG_183_0095
Résumé	<p>Le courant dominant concernant le gouvernement de l'entreprise, fondé sur la théorie de l'agence s'avère défaillant, même sur son seul objectif : aligner les comportements des dirigeants sur les intérêts exclusifs des actionnaires. Mais il renforce l'idée que ces derniers seraient propriétaires de l'entreprise. Cet article déconstruit logiquement une telle idée avant de défendre la nécessaire réarticulation d'une gouvernance élargie et du management stratégique, de façon à guider le développement d'une entreprise durable et responsable soucieuse de justice à l'égard des parties prenantes et de respect de l'environnement. Ce champ de recherche ressort alors comme une nouvelle science morale et politique qui ne peut se désintéresser de l'éthique et de la pragmatique.</p> <p>Source: CAIRN - BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

GOVERNANCE LOCALE

Titre	Rapport sur la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick
Auteur	Commission sur la gouvernance locale
Publication	Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2008.
Lien	http://www.gnb.ca/legis/index-f.asp .
Résumé	<p>Le rapport sur la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick suggère de dissoudre certaines structures, réduire le nombre de municipalités de 101 à 53 et de regrouper des services sur une base régionale afin de mieux organiser le territoire. Le regroupement des services proposé par la Commission sur la gouvernance locale porte sur la couverture policière, la planification régionale, la gestion des déchets, le développement économique et les mesures d'urgence. Se défendant de parler de fusion, le commissaire Jean-Guy Finn dit qu'il suggère plutôt une réorganisation pour obtenir des collectivités plus populeuses.</p> <p>Le commissaire note que la densité de la population est faible, tout comme les ressources fiscales, et que les pouvoirs sont fractionnés et parfois dédoublés, ce qui, selon lui, augmente inutilement les coûts. Le rapport avance plusieurs recommandations à mettre en oeuvre dans un horizon de trois à cinq ans, avec comme objectifs de mieux desservir les collectivités socio-économiques et de faire en sorte d'accorder plus de pouvoir décisionnel aux régions en matière de services et d'enjeux locaux. Cette Commission sur la gouvernance locale a été lancée en septembre 2007, dans la foulée des réflexions sur l'autosuffisance du Nouveau-Brunswick.</p> <p>Source: Site Internet La Presse canadienne http://www.google.com/hostednews/canadianpress/article/ALeqM5iihZA5VIFMH2Bqrb_uFyj3qByAoQ</p>

GOVERNANCE MONDIALE

Titre	Il faut toujours s'attendre à l'imprévu
Auteur	Luc Debraine
Publication	Le Temps, 30 décembre 2008.
Lien	http://www.letemps.ch/template/tempsFort.asp?page=3&article=247002
Résumé	<p><u>EXTRAIT : ENTREVUE AVEC EDGARD MORIN</u></p> <p>“ Une gouvernance mondiale?</p> <p>- Cette gouvernance passe par la juste appréciation des problèmes. Celui de l'atteinte à la biosphère a bien été compris par les nations. Tous ensemble tente désormais de se doter d'une instance nouvelle capable d'empoigner ce grand danger. La mondialisation économique a dépourvu les Etats nationaux de leur contrôle traditionnel sur l'économie. Les efforts individuels des gouvernements ne suffisent pas. Il faudra bien envisager l'équivalent d'un conseil de sécurité économique qui, lui, aurait les moyens d'agir. Voire même d'un conseil de sécurité écologique. »</p> <p>Source: Site Internet Journal Le Temps.ch</p>

MANAGEMENT

Titre	Performance Management and Best Value Audit in Scotland a Research Note on Theory and Practice
Auteur	Arthur Midwinter
Publication	Financial Accountability & Management 24, Issue 4, November 2008, p. 439.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.teluq.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp11-58046-foeri4ra-cdr4cf:entitypagenum=3:0:recno=9:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=9:entitycurrrecno=9:numrecs=1
Résumé	<p>This paper appraises the theory and practice of Best Value Audit in Scotland, and in particular the central assumption that a robust performance management system is essential for continuous improvement in service delivery, within a rational planning model of governance. The reviews of Best Value Audit in practice reveal important gaps between theory and practice, with an overemphasis on monitoring process rather than performance. There is, therefore, considerable scope to reduce the demands of the audit process on local government, and Best Value Audit, needs to move from a theoretical model to an evidence-based model of good practice if real progress is to be made.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

MANAGEMENT – NEW PUBLIC MANAGEMENT

Titre	Ethics and Public Policy Implications of Research on Consumer Well-Being
Auteur	M. Joseph Sirgy
Publication	Journal of Public Policy & Marketing 27, Issue 2, Fall 2008, p. 207.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=16:0:recno=1:resultset=2:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=1:entitycurrrecno=1:numrecs=1
Résumé	<p>This essay provides an overview of research programs related to consumer well-being (CWB) and discusses the ethics perspectives and public policy implications of the programs. The author groups CWB research programs into five ethics perspectives: (1) ethics of consumer sovereignty, (2) duty ethics of nonmaleficence, (3) ethics of stakeholder theory, (4) ethics of social justice, and (5) ethics of human development and quality of life. Ethical guidelines and public policy implications are then logically deduced to assist professional and industry associations in setting CWB standards, to train member organizations to develop and implement programs to enhance CWB, and to monitor the extent to which the entire profession or industry is contributing to society through CWB. These ethical guidelines can also help government institutions and nongovernmental organizations create public policies to ensure that institutions deliver higher levels of CWB.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

POLITIQUES PUBLIQUES / THEORIE

Titre	The Budget Process as Complex Civic Space Wildavsky and Radical Incrementalism
Auteur	Linda F. Dennard
Publication	Administration & Society, 40, 2008, pg. 645.
Lien	http://aas.sagepub.com/cgi/content/abstract/0095399708321673v1
Résumé	<p>In recent years, there has been a growing interest in the late Aaron Wildavsky's pluralist cultural and political theory. Wildavsky, who is an icon in the policy literature of American public administration, has often been at odds with the rational/linear paradigm that dominated the field of public policy. His work, which has found a new home in complexity theory, spans several disciplines. Yet, the greatest value of Wildavsky's early systems thinking, including his theory of radical incrementalism, may be that it provides both a theoretical base and ethical reasoning with which to meaningfully discuss the possibilities of complexity theory as a new paradigm for governing.</p> <p>Source: SageJournalsOnline</p>

PRIVATISATION

Titre	Quasi-privatisation and corporate governance: a process perspective
Auteurs	Martha Mador, Kent Springdal and Sarah Dixon
Publication	Corporate Governance, Volume 8, Issue 5, 2008, pp. 595-606.
Lien	http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do;jsessionid=7A28D33D378B0787A203E521693BFBCD?contentType=Article&contentId=1748038
Résumé	<p>The purpose of this paper is to evaluate the usefulness and relevance of a four stage model of privatisation, based in institutional theory, to quasi-privatised organisations. The paper studies a UK organisation with changing ownership, governance, and boundaries. Historic Royal Palaces is intrinsically interesting, and resembles many quasi-privatised organisations placed within charitable frameworks. Application of the process model reveals the governance challenges HRP faces. The study suggests that the model is holistic and dynamic, and useful as an analytic template. It is inclusive of competitor, behavioural, and resource-based views of the firm, and recognises that firms and their governance change over time.</p> <p>Source : Site Internet Emeralds</p>

SECTEUR PUBLIC

Titre	Project Management in the Public Sector
Auteur	Ian McPhee
Publication	International Journal of Government Auditing, Issue 4, October 2008, pp. 10-12.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp11-58046-foeri4ra-cdr4cf:entitypagenum=3:0:recno=5:resultset=1:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=5:entitycurrrecno=5:numrecs=1
Résumé	<p>Managing and implementing projects well are important issues for the public sector. Implementing new government programs presents the same challenges as implementing projects and should be considered in this context. It goes without saying that government programs or policies need to be delivered on time, on budget, and in accordance with expectations -- this is no easy task given the complexity of the environment in which public administration is delivered. Projects are much more likely to result in successful outcomes when the following project management steps have been taken: 1. Prepare a comprehensive business case. 2. Complete a formal risk assessment. 3. Identify internal and external resource requirements and commit the necessary resources. 4. Establish governance arrangements and clearly communicate them to all parties. 5. Follow proper recordkeeping practices. 6. Establish appropriate probity and quality assurance arrangements. 7. Set up administrative arrangements for the project.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Continuity and Change : The Role of the HR Function in the Modern Public Sector
Auteur	Catherine Truss
Publication	Public Administration 86, Issue 4, December 2008, p. 1071.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=searchresults:next=html/records.html:bad=error/badfetch.html:resultset=1:format=BI:recno=11:numrecs=10:entitylibrarycount=1333:sessionid=fsapp11-58046-foeri4ra-cdr4cf:entitypagenum=3:0
Résumé	<p>As the public sector has modernized and sought to become more efficient and cost-effective, the effective and strategic management of people has received increasing prominence and there have been calls for the Human Resource (HR) function to play a more strategic role. However, not much is known about whether the role of the HR function has changed substantively. This paper presents empirical evidence from six matched-pair public sector organizations in the UK to assess</p>

	<p>whether HR functional roles have changed, as envisaged, into a model more akin to the private sector. The findings highlight the complex and often contradictory nature of HR functional roles, and suggest that new and more strategic roles have not replaced traditional approaches but, rather, have been grafted on, giving rise to a variety of hybrid HR forms.</p> <p>Source : ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>
--	--

SERVICES PUBLICS

Titre	Government Calling : Public Service Motivation as an Element in Selecting Government as an Employer of Choice
Auteur	Wouter Vandenaabeele
Publication	Public Administration 86, Issue 4, december 2008, p. 1089.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.teluq.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=26:0:recno=3:resultset=4:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=3:entitycurrrecno=3:numrecs=1
Résumé	<p>The article assesses public service motivation as a possible influence in the attractiveness of government as an employer by embedding it into a person-organization fit framework. First, a theoretical framework is developed and all relevant concepts are discussed. In addition, a set of hypotheses concerning the research question is developed. A sample of 1714 final year masters students demonstrates that the presence of public service motivation positively correlates with the preference for prospective public employers. For government organizations that display a high degree of publicness, the effect of public service motivation as a predictor for employer preference is stronger. Next to building a middle range theory on public service motivation, the article also reveals that public service motivation is present at a pre-entry level.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Strengthening accountability and improving governance
Auteurs	Ian Sanderson and Frans Van Schaik.
Publication	Accountancy Ireland, volume 40, issue no.5. October 2008, pg. 22.
Lien	http://www.deloitte.com/dtt/article/0,1002,cid%253D237479%2526pv%253DY,00.html
Résumé	<p>International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) are the public sector accounting standards of choice for many countries of the world. Developed by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB) of the International Federation of</p>

	<p>Accountants (IFAC), these standards set out recognition, measurement, presentation, and disclosure requirements dealing with transactions and events in the general purpose financial statements of all public sector entities. Currently, over 60 countries as well as inter-governmental organisations like the European Commission, NATO, and the United Nations, have either adopted, or are in the process of adopting IPSAS, as Ian Sanderson and Frans Van Schaik explain.</p> <p>Source: Site Internet Deloitte</p>
--	---

STAKEHOLDER

Titre	Analysing Stakeholder Diversity in G2G Efforts: Combining Descriptive Stakeholder Theory and Dialectic Process Theory 1
Auteurs	Leif Skiftenes Flak, Stig Munkvold Nordheim and Erik Bjorn
Publication	E-Service Journal 6, Issue 6, 2008, pp. 3-23.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.quebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=16:0:recno=3:resultset=2:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=3:entitycurrecno=3:numrecs=1
Résumé	<p>Previous research indicates that the benefits of e-government initiatives are slower to realize than initially expected. This has partly been ascribed to the particularly complex settings of e-government projects, consisting of a variety of stakeholders promoting different and often conflicting objectives. Yet few studies have explicitly addressed the inherent challenges of this diversity. This study presents an analytical approach for investigating contradictory stakeholder interests by combining descriptive stakeholder theory and dialectic process theory. Descriptive stakeholder theory is concerned with why some stakeholder claims are attended to. Dialectic process theory views organizational change and development as the result of contradictory values competing for domination. The approach is illustrated through empirical data from a Government-to-Government (G2G) project in Norway, focusing on information technology related collaboration between two regional clusters of municipalities. The analytical approach proved useful for identifying how contradictory stakeholder interests represented barriers for realizing the objectives of this project. We argue that combining descriptive stakeholder theory with dialectic process theory provides a powerful analytical tool for identifying potential conflicts between stakeholders, which can prove valuable for both e-government research and practice.</p> <p>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</p>

Titre	Accountability Agreements in Ontario Hospitals: Are they Fair?
Auteurs	David Reeleder, Vivek Singer Goel, Martin A. Peter and K. Douglas
Publication	Journal of Public Administration Research & Theory 18, Issue 1, January 2008, pp. 161-175.
Lien	http://newfirstsearch.oclc.org.tlqprox.telug.uquebec.ca/WebZ/FSF/ETCH?fetchtype=fullrecord:sessionid=fsapp9-49825-foezhm5s-816dll:entitypagenum=16:0:recno=5:resultset=2:format=FI:next=html/record.html:bad=error/badfetch.html:entitytoprecno=5:entitycurrecno=5:numrecs=1
Résumé	<p>Governments can be accountable for improving the fairness of their priority setting through enhanced transparency and stakeholder engagement. A case analysis is conducted of priority setting in a government health care context in Ontario, Canada, assessing how implementation of hospital accountability agreements meets the conditions of a leading international ethical framework for priority setting, "accountability for reasonableness" (A4R). Hospital accountability agreements provide a mechanism for government to ensure that public funding achieves desired performance in hospitals. A key goal of priority setting is fairness. A4R links priority setting, legitimacy, and fairness to theories of democratic deliberation, making a claim for fairness if the four conditions of relevance, publicity, revision/appeals, and enforcement are satisfied. Regarding the relevance condition, this analysis suggests that government only partially met the relevance condition providing limited stakeholder engagement but with evidence of policy learning and movement toward the establishment of inclusive stakeholder arrangements. Evidence suggests that government eventually progressed toward meeting the publicity condition. Government only partially met the revision/appeals condition and did not meet the enforcement condition, as the other conditions were only partially met. It is our view that regional governance structures in Ontario (i.e., Local Health Integration Networks or LHINs) provide an opportunity for the province to improve the fairness of their accountability agreement processes through enhancing transparency and stakeholder engagement. More broadly, this case study provides a guide for government to enhance accountability by focusing on A4R to improve the fairness of its priority setting.</p> <p><u>Source: ABI – Inform - La BiblioTech @ distance –TÉLUQ-UQÀM</u></p>

DOSSIER
Une sélection d'articles
sur la Caisse de dépôt et placement du Québec
et sur la crise financière

Articles
en
ligne

http://matin.branchez-vous.com/nouvelles/2009/01/perspectives_2009-affaires_viv.html

Perspectives 2009 – Affaires : vivre avec les conséquences de 2008 (Entretien avec le conseiller financier Fabien Major), dans *Matin.qc.ca*, publié par Geneviève Allard, 1er janvier 2009.

<http://www.france24.com/fr/20081231-wall-street-perte-annuelle-grande-crise-1931-marche>

En 2008, Wall Street a encaissé ses plus grosses pertes depuis 1931. 31 décembre 2008.

<http://www.france24.com/fr/20081231-paulson-etats-unis-demunis-face-crise-financiere>

Selon Paulson, les Etats-Unis étaient démunis face à la crise, 31 décembre 2008.

<http://www.ledevoir.com/2008/12/31/225338.html>

Année 2009. L'optimisme a un prix. *LeDevoir.com*, Par Jean-Robert Sansfaçon, Mercredi 31 décembre 2008.

<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/article/20081231/LAINFORMER/812310633/5891/LAINFORMER01>

PCAA : la Caisse a mis un demi-milliard de plus, par Francis Vailles, dans : *lapresseaffaires.cyberpresse.ca*, 31 décembre 2008.

<http://www.newswire.ca/en/releases/archive/January2009/02/c4712.html>

Le gouvernement doit débiter l'année 2009 par le dévoilement des résultats de la Caisse de dépôt, 30 décembre 2008.

<http://www.google.com/hostednews/canadianpress/article/ALeqM5ifYTUG8jE2B-Dvpw4ATgMINxKEXA>

Le dirigeant de la Caisse de dépôt et placement prolonge son congé, dans : *La Presse Canadienne*, 8 décembre 2008.

<http://www.cnw.ca/fr/releases/archive/November2008/30/c5536.html>

	<p>Portefeuille de la caisse de dépôt : le vrai problème, selon Québec solidaire. Propos d'Amir Khadir, 30 novembre 2008.</p> <p>http://www.lacaisse.com/fr/nouvelles-medias/communiques/Pages/communiqu_e_311008.aspx</p> <p>La Caisse de dépôt et placement du Québec commente les effets de la crise financière sur ses activités, 31 octobre 2008.</p>
<p><u>Articles dans les revues et les quotidiens</u></p>	<p>« L'économie où la retraite ? », par Diane Bérubé, dans : Commerce, Vol. 110, No. 1, Janvier 2009, p. 4.</p> <p>« Un portrait le 13 janvier? Les retraités des secteurs public et parapublic réclament les résultats de la CDPQ pour l'ouverture des travaux de l'Assemblée nationale », par Claude Turcotte, dans : Le Devoir, 31 décembre 2008.</p> <p>« Les bourses du monde entier ont toutes terminé l'année 2008 en enregistrant des chutes impressionnantes », par Olivier Schmouker, dans : LesAffaires.com, 31 décembre 2008.</p> <p>« Coup de frein attendu de l'économie mondiale », par Viorel Urma, AP, dans : Le devoir, 30 décembre 2008, p. b5.</p> <p>« La vraie source de la crise c'est le capital de placement artificiellement gonflé, et non les inégalités de revenus, qui est à l'origine des problèmes actuels », par Louis Gill, dans : La Presse, Forum, 28 décembre 2008, p. A 25.</p> <p>« Pas de baisse des prestations de la RRQ à craindre », Éditorial, par Roland Boutin, dans : Le Soleil, 14 décembre 2008.</p> <p>Le président de la CDPQ prolonge son congé, par Gérard Bérubé, dans : Le Devoir, 9 décembre 2008</p> <p>« Prolongation du congé de Richard Guay », LesAffaires.com, 8 décembre 2008.</p> <p>« De Mario au coussin d'Henri-Paul Girard », par Michel Girard, La Presse Affaires, 6 décembre 2008.</p>

Pour vos commentaires, contactez :
Monique K. De Sève, Ph. D.

CERGO
ÉNAP – TÉLUQ-UQAM
514-849-3989, EXT. 3763 (ÉNAP)
514- 514-987-3000 Ext. 2863 (TÉLUQ-UQAM)

EMAIL :
cergo.enap.telug@enap.ca